

Lutte de classe

Sur la question des retraites.

Quelle est la position des représentants des capitalistes, le gouvernement et le Medef sur la question des retraites ?

Ils disent : nous, nous ne sommes pas d'accord pour payer, cela remettrait en cause la compétitivité des entreprises, cela ferait fuir les capitaux, etc.

Que répondent en coeur tous les partis dits de « gauche » ?

Si, si, vous pouvez payer, mais vous ne voulez pas, les plus virulents en apparence ajoutent qu'il faut se mobiliser pour obliger ces horribles capitalistes à passer à la caisse.

Question : s'ils finissent par payer, cela ne voudrait-il pas dire qu'en régime capitaliste tout est possible, qu'il suffit d'insister et de se mobiliser pour que finalement nos revendications soient satisfaites, dès lors à quoi bon combattre pour renverser le régime, pour le socialisme, s'il suffit de poursuivre dans la même voie pour obtenir tout ce qu'on veut, le capitalisme réalise le socialisme, elle n'est pas belle la vie ?

On peut continuer ainsi longtemps à poser des revendications qui sont compatibles avec le capitalisme et s'asseoir sur le socialisme en fait, car ce qu'ils sont obligés de nous donner d'une main ils nous le reprendront de l'autre ou le récupéreront autrement, en augmentant l'exploitation par le biais d'exonérations de cotisations sociales par exemple que nous finissons par payer sous forme d'impôts.

La question n'est-elle pas : si les capitalistes refusent de payer, il faut les exproprier et se réapproprier le fruit de notre travail, pour qu'il profite à l'ensemble de la société et non pas à une infime minorité de nantis.

En admettant l'hypothèse que le gouvernement accepterait les pistes de financement proposées par les uns ou les autres et que les régimes des retraites demeurent en l'état, tout le monde se déclarerait satisfait ou presque, la restriction portant sur les coups portés aux régimes de retraites depuis 1993, comme si la situation antérieure était satisfaisante, comme si consacrer la totalité de sa vie à engraisser des patrons était finalement normal, légitime, la seule conception de la société qui serait viable, envisageable, pertinente, autant dire : vive le capitalisme !

Si maintenant on part de l'hypothèse que la vie mériterait d'être vécue autrement et que nous aspirons à davantage de liberté bien avant de se retrouver vieillard ou grabataire, on rejettera ces propositions qui nous enchaînent au capitalisme et légitiment l'esclavage salarial pour l'éternité.

Deux hypothèses inconciliables, la première se situe sur le terrain de la collaboration de classes et s'inscrit dans la perspective de la préservation du système capitaliste, la seconde se situe sur le terrain du combat pour la rupture avec le capitalisme dans la perspective du socialisme.

La question pour les militants est de savoir si notre combat se résume ou doit se réduire au syndicalisme, et encore, un syndicalisme édulcoré qui n'est même pas orienté dans la perspective de l'abolition du capitalisme, à proposer des revendications raisonnables, compatibles avec l'existence du capitalisme, ou au contraire notre combat doit partir des aspirations et besoins du prolétariat et s'inscrire dans la perspective du socialisme.

D'après vous, pourquoi le PS, le Front de gauche, les Verts réclament-ils de nouveaux financements pour équilibrer les comptes des caisses de retraites ? Pour ne pas avoir à poser la question déterminante de la viabilité ou non du système capitaliste, sachant qu'ils sont tous partisans de sa survie. Surtout il ne faut pas qu'on en arrive à se poser cette question, pas touche au système capitaliste ! Question : peut-on être sur la même longueur d'onde qu'eux ? Si l'on répond oui à cette question, il faut alors s'en poser une autre : quel genre de militant sommes-nous en vérité ?

Il existe une solution immédiate pour garantir la pérennité du financement des retraites.

Il y a environ 4,5 millions de chômeurs en France, mettons à la retraite le nombre équivalent de travailleurs qui ont plus de 50 ans.

Conséquences : en prime nous aurons résolu le problème du chômage qui frappe durement les jeunes.

Objection : les 4,5 millions de retraités supplémentaires vont peser sur les caisses de retraites, les cotisations des 4,5 millions de chômeurs qui les ont remplacés ne suffiront pas pour financer leurs retraites.

Réponse. Certes, mais ces 4,5 millions de travailleurs qui étaient au chômage disposaient de revenus réduits, donc ils consommaient moins qu'un travailleur percevant un salaire complet, en travaillant, ils ne vont peut-être pas produire plus de richesses que leurs aînés partis à la retraite, mais ils vont consommer davantage, je veux dire par là qu'ils vont pouvoir satisfaire des besoins qui ne l'étaient pas jusqu'à présent, il ne s'agit évidemment pas de consommer pour le plaisir de consommer ce qui serait absurde, tandis que nos retraités continueront de consommer comme avant s'ils perçoivent une retraite décente, du coup c'est l'ensemble de l'économie qui sera en mesure de financer les retraites. Il ne s'agit là que d'un aspect de la situation, allons plus loin.

Objection : ce scénario est intéressant, mais vous ne pouvez pas l'imposer à l'Etat et aux capitalistes, il est indéfendable dans l'état actuel des choses.

Réponse. Quelle perspicacité, quelle lucidité ! Et alors, vous en déduisez quoi ? Qu'il faudrait y renoncer ? Y renoncer ne serait-ce pas renoncer au socialisme ? Bien entendu qu'un tel scénario est incompatible avec une Etat capitaliste, avec l'existence du capitalisme, c'est cela qui vous effraie, c'est cela qui vous conduit à mettre votre programme dans votre poche, dans ce cas-là on en revient à la question que j'ai posée plus haut : mais vous êtes quel genre de militant au juste, pour quelle cause combattez-vous, sur quoi reposent vos convictions, quel est vraiment votre idéal ?

Il existe une réponse à l'objection précédente : finissons-en avec cet Etat forgé par et pour les classes dominantes, prenons le pouvoir, exproprions les capitalistes ou actionnaires des grandes entreprises et ce scénario pourra être mis en oeuvre, nous mettrons la main mise sur les centaines de milliards de profits générés par ces entreprises, gageons qu'il fera l'unanimité chez nos aînés et nos jeunes, aspireraient-ils à autres choses ?

Page 8 du n°93 d'*Informations ouvrières*, deux extraits qui méritent réflexion.

1- *"la campagne contre le consensus, « Ne touchez pas à nos retraites ! », pour le mandat "*.

De quel mandat s'agit-il ? Serait-ce le mandat dont seraient porteurs des partis qui soutiennent le régime ? N'est-ce pas tenter de légitimer ces partis, le PS et ses satellites inféodés au capitalisme ?

2- *"Ce qu'il faut, pour défendre les retraites, c'est restituer à la Sécurité sociale les milliards d'exonérations de cotisations patronales, interdire les licenciements, embaucher les jeunes et augmenter les salaires !"*

Nous voilà bien avancés ! Sans chasser Sarkozy, sans en finir avec les institutions de la Ve République, sans prendre le pouvoir, sans exproprier les capitalistes ? Le POI est-il un syndicat ou un parti ? On voit clairement ici que le combat du POI s'inscrit dans le cadre de la première hypothèse qui a été émise plus haut.

Je rajoute quelques mots.

Payer ou ne pas payer, est-ce vraiment la question déterminante ?

Les patrons disent qu'ils ne peuvent pas payer, partis et syndicats répondent qu'ils peuvent payer. Payer ou ne pas payer, si ce combat se réduit à cela, il est perdu d'avance, les travailleurs savent plus ou moins qu'on leur ment, que le gouvernement leur ment, mais ils savent aussi que les syndicats et les partis leur mentent aussi, sinon ils ne se seraient pas abstenus si massivement lors des dernières élections et ils seraient peut-être plus nombreux à adhérer aux syndicats et aux partis ouvriers, non ?

A ce jeu-là, il paraît évident que c'est celui qui parlera le plus fort qui l'emportera, et les opposants plus ou moins acharnés à cette nouvelle contre-réforme des retraites risquent de ne pas être entendus, s'ils ne seront pas quasiment censurés ou boycottés par les médias. Au jeu de parole contre parole, c'est celui qui détient les moyens d'informations et développe en continu sa propagande qui a le plus de chance d'influencer la population, j'espère me tromper.

Les patrons peuvent payer, doivent payer, très bien, s'ils ne veulent pas, qu'est-ce que vous faites, vous proposer quoi au juste, de continuer à leur réclamer et ainsi de suite ?

Il y a quelque chose qu'on ne comprend pas et que nous voudrions que vous nous expliquiez. Cela vous coûterait quoi d'avancer la nécessité de les chasser du pouvoir, nous, vous y perdriez quoi au juste au cas où la contre-réforme de Sarkozy passerait ou non ? Pourquoi voulez-vous absolument régler la question des retraites (qui est déjà très imparfaite dans l'état) dans le cadre du régime ? Parce que les masses ne seraient pas prêtes à le remettre en cause ? Faudrait-il attendre cette échéance pour leur proposer une issue politique au capitalisme ?

Mieux encore, en admettant qu'ils paient, non seulement on pourra dire merci patrons, mais qui paiera finalement l'addition, les capitalistes ne s'arrangeront-ils pas pour récupérer de la main gauche ce qu'ils auront été obligés de céder de la main droite, ne reviendront-ils pas à la charge en s'y prenant autrement pour aboutir cette fois à leurs fins, ne s'y sont-ils pas pris ainsi pour liquider les entreprises publiques, pour réduire en lambeau le Code du travail, la protection sociale, etc. ? Prenons un exemple concret. Le CPE a été retiré, bien, qu'est-ce qu'en a à faire le patronat qui dispose de plus de 20 contrats de travail précaires à sa disposition, plus les stagiaires et les apprentis qu'ils rémunèrent avec un lance-pierres ?

A force de réduire dans les faits votre programme à une peau de chagrin au nom du « front unique », ne prenez-vous pas le risque de vous renier, de vous écarter de votre objectif ou de l'abandonner si ce n'est pas déjà fait ?

